



## «La voie bilatérale est une impasse»

**DIPLOMATIE** Gilbert Casarus, professeur émérite spécialisé dans les questions européennes, critique le Conseil fédéral dans son obstination à vouloir négocier des accords avec Bruxelles. L'adhésion est la seule voie viable, défend-il dans son dernier livre



Avant l'abandon unilatéral de l'accord-cadre par Berne le 26 mai 2021, des rencontres s'étaient tenues au plus haut niveau. (DAVOS, 20 JANVIER 2020/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEystone)

PROPOS RECUEILLIS  
PAR DAVID HAEBERLI, BERNE  
X @David\_Haeberti

Une douche glaciale. C'est l'effet que fera la lecture de *Suisse-Europe. Je t'aime moi non plus!* sur les personnes qui considèrent la récente reprise des négociations entre Berne et Bruxelles comme un signe d'espoir. Gilbert Casarus, son auteur, est professeur émérite en études européennes à l'Université de Fribourg. Sa prose est sans concession. Pour lui, le Conseil fédéral creuse la voie bilatérale

tout en sachant qu'elle ne mènera nulle part. La seule solution à long terme serait une adhésion.

**Vous écrivez que le Conseil fédéral a tout faux et que seule l'adhésion à l'Union européenne est viable. Votre livre est un brûlot!** Non. Mais ce n'est pas un livre consensuel. Il a pour objet de ne pas reprendre le débat stérile auquel on a droit depuis des dizaines d'années.

**Pourquoi ne croyez-vous pas à la voie bilatérale?** Parce que c'est une

impasse qui s'éternise. Faisons un peu d'histoire. Lorsque l'Espace économique européen a été conçu par Jacques Delors en 1989, c'était pour permettre à des pays qui avaient un fort PIB d'adhérer à échelons successifs à la Communauté européenne. Certains ont suivi cette destinée transitoire. Aujourd'hui en Suède, en Finlande et en Autriche, il n'y a aucune volonté de quitter l'Union européenne. Ce que l'on a appelé les bilatérales a été accordé à la Suisse à un moment où elle était



candidate à l'adhésion. Comme Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, l'avait dit: «On se donne rendez-vous dans dix ans pour l'adhésion.» Or, de 2008 à aujourd'hui, le feuilleton des négociations, des échecs, des renégociations, des accords et désaccords est digne d'une série B. Je considère que ce processus est malsain et qu'il a amené les deux parties à se distancier. J'ai écrit ce livre pour dire que l'on ne peut pas continuer comme ça.

**Selon vous, le Conseil fédéral est conscient que cette voie ne mènera à rien. Mais il prolonge le plaisir de faire durer les négociations, c'est ça? C'est** une bonne formule. Beaucoup de responsables politiques font le calcul de dire que l'on adhérera le jour où on y sera obligé. Je veux éviter cette situation. Je considère que la Suisse a beaucoup de cartes en main et pas des moindres pour jouer un rôle au sein de l'Union européenne.

**Quels sont ces atouts?** Une capacité extraordinaire de compromis sans compromission; le multiculturalisme, le multilinguisme et une économie florissante. La Suisse pourrait apporter des améliorations à l'UE. Je pense qu'elle pourrait être un Grand Luxembourg au sein de l'UE. Quand on voit le poids politique du Luxembourg par rapport à sa population au sein de l'Union européenne, ce n'est pas mal du tout. On pourrait être un Luxembourg multiplié par deux.

**Le livre souligne la bonne santé suisse. En comparaison, l'état de l'UE ne fait pas envie, non?** Je ne suis pas le porte-parole de l'Union européenne. Ceux et celles qui, en Suisse, pointent son déficit politique ont raison. Je n'ai pas d'argument fort contre cela. Par contre, je maintiens que l'on peut créer un rapport de force qui nous

soit favorable pour une Europe plus sociale, plus citoyenne, plus démocratique.

## INTERVIEW

**Plus sociale, ce n'est pas exactement la direction du Conseil fédéral aujourd'hui, non?** On ne va pas demander des salaires suisses en Bulgarie ou des salaires bulgares en Suisse! Les Suisses pensent qu'ils ont le meilleur système social en Europe. C'est faux. Prenons le débat sur l'assurance maladie. Quand vous comparez

les expériences de patients en Suisse, en Allemagne et en France, la réalité, c'est que la protection sociale du malade est meilleure en France qu'en Suisse.

**En cas d'adhésion, pensez-vous vraiment que l'UE déroulerait le tapis rouge à la Suisse en nommant, comme vous l'écrivez, des hauts fonctionnaires helvétiques à des postes clés?** En l'espace de

dix ans, oui, sans problème. Nous avons en Suisse un personnel de très haute qualité. Côté européen, plus personne n'a la pointure d'un Jacques Delors. La Confédération pourrait également combler des trous de la politique européenne. Quelle est la politique étrangère et de sécurité commune européenne? Elle n'en a pas. Or, la Suisse a une capacité de réflexion d'un pays qui a surmonté un certain nombre d'épreuves et pourrait enrichir le débat européen.

**Vous insistez sur le fait que l'UE est agacée par l'attitude suisse, notamment depuis la décision de laisser tomber l'accord-cadre en 2021. Pourquoi serait-elle soudainement si bienveillante envers elle?** En 2021, on était tout près d'un accord, qui sortait du bilatéralisme pur. Cela aurait pu être une nouvelle étape. Mais le Conseil fédéral a rompu le contrat de confiance qui liait les deux partenaires. Aujourd'hui l'UE

est dans l'état d'esprit d'accorder à la Suisse ce qu'elle demande pour régler ce problème et s'occuper de questions autrement brûlantes. Et dans dix ou quinze ans, on reprendra le débat. C'est un feuilleton qui ne s'arrête jamais.

**Vous ne voyez donc aucun progrès dans les bilatérales III, comme il est**



**«La Suisse pourrait apporter des améliorations à l'UE. Je pense qu'elle pourrait être un Grand Luxembourg»**

**convenu de les appeler?** Non, c'est même un pas en arrière par rapport à 2021. Le travail fait par Roberto Balzaretto [diplomate suisse chargé des négociations par le Conseil fédéral, ndlr] était remarquable. Voilà d'ailleurs quelqu'un qui pourrait avoir un très haut poste à l'Union européenne.

**La seule issue serait donc l'adhésion. Mais il n'y a aucune majorité politique en Suisse sur ce point. Comment procéder?** Elle n'interviendrait pas avant 2040. Je suis conscient qu'aujourd'hui les conditions ne sont pas réunies. C'est mon message: il faut s'y préparer parce que rien ne serait pire pour la Suisse que d'être en situa-

# LE TEMPS

Le Temps  
1209 Genève  
022 575 80 50  
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 34'118  
Parution: 6x/semaine



Page: 7  
Surface: 82'029 mm<sup>2</sup>



Éditions Slatkine  
GENÈVE

Ordre: 844003  
N° de thème: 844.003  
Référence: 92145618  
Couverture Page: 3/3

tion d'adhésion et dans une situation de faiblesse en même temps. Mais pour que la Confédération soit bien préparée, il faut que ce débat quitte la sphère purement juridique. Si vous voulez éloigner le citoyen ou la citoyenne lambda de l'Europe, lancez-leur des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne qui n'intéressent qu'un quarteron de spécialistes. Ce qui manque aujourd'hui ce sont des gens en mesure de dépasser cette culture purement juridique et je dirais aussi purement économique. ■

«Suisse-Europe. Je t'aime moi non plus!»,  
Editions Slatkine.